



# « Investir n'est pas un luxe »

SAMUEL HNEPEUNE, PRÉSIDENT DU COMITÉ EXÉCUTIF DU MEDEF-NC

*Propos recueillis par Nathalie Vermorel*

À 59 ANS, LE PDG D'AIR CALÉDONIE A PRIS LES RÊNES DE L'ORGANISATION PATRONALE LE 18 JUIN. PREMIER KANAK À ENDOSSER CE RÔLE, IL ABORDE CETTE MANDATURE 2020-2022 AVEC « OPTIMISME, ENTRAIN ET CONVICTION » MALGRÉ UNE FEUILLE DE ROUTE « TRÈS AMBITIEUSE » PORTÉE PAR « UNE ÉQUIPE RÉUNIFIÉE ».

**Deux candidats étaient en lice pour le poste de président, pourtant, c'est vous, dirigeant d'une société à capitaux publics, qui vous retrouvez à la tête de l'organisation patronale...**

Je ne l'avais jamais envisagé et j'en ai été le premier surpris. Je ne voyais pas un Kanak à la tête du Medef avant 20 ans (...) et c'est arrivé le 18 juin 2020 ! Certains se questionnent encore sur ma légitimité, étant le dirigeant d'une société à capitaux publics. Aussi, je le répète : personnellement, je n'ai aucun souci avec cela car j'ai bouclé la boucle. J'ai évolué dans le secteur privé, public et en économie mixte avec des périodes équivalentes marquées par des conflits sociaux (...). Par conséquent, j'ai aujourd'hui dans ma besace des relations historiques avec les partenaires sociaux et les institutions de la Nouvelle-Calédonie.

**Dans quel état d'esprit abordez-vous cette mandature ?**

Avec beaucoup d'optimisme et entrain dans la mesure où l'on sort d'une campagne qui a marqué les équipes, notamment les deux listes qui se sont affrontées, et avec une certaine conviction après avoir réussi à réunifier une équipe à la tête du Medef. Il faut rappeler que le Medef, c'est d'abord des adhérents (1 300), c'est-à-dire des entreprises qui attendent que nous portions leur

vision de l'entreprise et de l'économie calédonienne. C'est la première organisation patronale de Nouvelle-Calédonie qui porte des valeurs, dont celle de défendre l'entreprise calédonienne, l'entrepreneuriat et la liberté d'entreprendre. L'équipe a une forte volonté de porter sa vision auprès des différents partenaires. Nous n'attendons pas d'être consultés, nous serons force de propositions sur des sujets forts comme les comptes sociaux, la fiscalité, la simplification de la TGC, la politique du logement social, le dialogue social...

**Justement, votre feuille de route est très ambitieuse. Quelles sont vos grandes orientations ?**

Si on raisonne à court terme, la relance économique est un dossier prioritaire attendu par l'ensemble des acteurs économiques. Nous sommes déjà très sollicités par les collectivités, dont le gouvernement à qui nous avons demandé la mise en place d'une commission ad hoc qui permette de traiter les dossiers en tenant compte du contexte actuel, donc de façon plus appropriée, afin d'aider les entreprises à franchir ce cap difficile. Cela passe par une simplification administrative et réglementaire. Le sujet n'est pas nouveau mais dans ce contexte post-Covid, il faut que l'administration calédonienne s'adapte pour alléger les procédures de façon à ce que les investissements publics et privés puissent être engagés le plus rapidement possible afin que l'activité économique puisse reprendre, notamment le secteur du BTP. D'ailleurs,

nous attirons l'attention des collectivités, des financeurs, des partenaires sur les gros projets actuellement dans les tuyaux. Il ne faudrait pas que les dossiers en cours de défiscalisation soient remis en cause, que les conditions dans lesquelles la défiscalisation a été accordée soient contestées. Pour un chef d'entreprise, investir n'est pas un luxe, c'est un levier pour continuer à se développer.

**Selon vous, les effets de la crise sont-ils derrière nous ou le pire est encore à craindre ?**

Les mesures annoncées et prises par le gouvernement et l'État en faveur des entreprises ont été une aide primordiale (chômage partiel, prêt garanti par l'État, reports d'échéances sociales, fiscales...). Cela a contribué à ce que les entreprises passent le cap, pas toutes malheureusement, mais les mesures ont été efficaces. Nous avons limité la casse. Cependant, aujourd'hui, personne n'est en mesure de prévoir la fin de la pandémie. Nous sommes tous dans l'expectative. Il faut donc garder à l'esprit que les échéances bancaires, fiscales, sociales (...) ont été reportées, pas annulées. Les entreprises vont devoir s'en acquitter à un temps donné. D'où l'importance de relancer l'économie car les difficultés risquent de (ré)apparaître.

**Justement, comment améliorer la compétitivité des entreprises ?**

En matière de compétitivité, la réforme de la fiscalité calédonienne est primordiale. Il faut alléger le poids qui pèse sur les entreprises. Nous défendons la création d'un pacte de stabilité fiscale rattaché >>

**« CERTAINS SE QUESTIONNENT SUR MA LÉGITIMITÉ, JE N'AI AUCUN SOUCI AVEC CELA. »**



## Le collectif « Usine du Sud = usine pays » interpelle le ministre Lecornu

**NICKEL.** Indépendantistes du FLNKS, membres de l'USTKE ou encore des coutumiers demandent l'organisation d'une table ronde avec le ministre des Outre-Mer sur le dossier Vale NC.

Ses collègues Glenn, Yannick et Ben, avancent au même pas sous les drapeaux Kanaky. Mila, « soutien du projet « usine pays » depuis le départ », a lacé à nouveau les chaussures de la revendication, et s'est mêlée au cortège hier dans les rues de Nouméa. Le logo de l'entreprise imprimé sur le tricot est incontournable. Une trentaine d'employés de Cotransmine, filiale de la SMSP, ont gagné le bitume, l'autre moitié des salariés est « restée en poste et nous soutient », remarque la gestionnaire logistique de 35 ans, qui rejette l'idée d'une reprise de Vale NC avec l'intervention du groupe suisse Trafigura. Et ce, « par rapport aux précédents judiciaires, mais aussi parce que c'est un financier. Il recherche des finances et uniquement des finances ». Mila, comme tous les manifestants autour de la jeune femme, défend la proposition élaborée par Sofinor-Korea Zinc : « On a là un partenaire local avec une vision locale pour des retombées locales ». L'Instance coutumière autochtone de négociation (Ican) et le collectif « Usine du Sud = usine pays » ont rebranché le micro ce vendredi matin pour une marche nouméenne avec



Alors que le syndicat USTKE avait lancé un appel à la grève générale pour ce vendredi, 3 000 manifestants ont milité à Nouméa pour une « usine pays » dans le Sud. Photo T.Perron

banderoles. La mobilisation a réuni 3 000 participants dans les artères de la ville. Une nouvelle ponctuation durant une semaine décisive pour le devenir du complexe hydrométallurgique de Goro.

### « DOCTRINE NICKEL »

La halte, la première du circuit, au haut-commissariat a permis à la délégation du collectif d'exprimer au moins deux requêtes auprès de la commissaire déléguée de la République pour la province Sud, Florence Ghilbert-Bezard. « Nous avons exigé que le ministre des Outre-Mer, Sébastien Lecornu, réponde à toutes les questions que nous avons posées dans la lettre ouverte » remise la veille, note Raphaël Mapou, porte-parole

de l'organisation au sein de laquelle militent le Sénat coutumier, le FLNKS ou encore Rhéebù Nùù. Une des interpellations rédigées porte sur la position de l'Etat vis-à-vis de l'offre de reprise élaborée autour du colosse du négoce de matières premières Trafigura. Et puis « nous avons demandé que le ministre organise un premier tour de table, avant son départ, avec la présidente de la province Sud, et les présidents du Congrès et du gouvernement » liste Raphaël Mapou. Le même message a été formulé, un peu plus tard dans une salle de l'exécutif calédonien puis de la Maison bleue. Sébastien Lecornu doit s'envoler pour la Métropole dans la nuit de ce samedi à dimanche.

Le pas fut vite franchi dans les in-

terventions en tête de cortège. « Le combat à Vale NC à Goro, c'est le combat de la doctrine nickel » a lancé le signataire de l'accord de Nouméa et élu du Nord, Victor Tutugoro. Cette politique promeut la maîtrise de la ressource par la Nouvelle-Calédonie, de la stratégie d'exploitation, ou encore la fin de l'exportation de minerai sauf à destination d'usines calédoniennes offshore. Une dimension chère au projet indépendantiste. « L'usine doit revenir au pays, pour le peuple de Kanaky-Nouvelle-Calédonie » a clamé le speaker debout sur le plateau du camion. Avant que Raphaël Mapou n'insiste. « On va tenir dans la durée ».

Yann Mainguet

### REPÈRES

« Une offre assez complète »

Lors de la conférence sur les résultats financiers du troisième trimestre 2020 intervenue dans la nuit de jeudi à vendredi, Mark Travers, directeur de la division Métaux de base de Vale, a évoqué la remise d'« une offre assez complète » pour le rachat de l'usine du Sud. « C'est le résultat d'une collaboration entre la direction et les employés, avec le soutien de Trafigura. Nous aurons dans la semaine qui vient, comment cela se passe ».

### Amélioration

D'après le rapport du géant brésilien tout juste publié, l'EBITDA de Vale Nouvelle-Calédonie, un indicateur proche de l'excédent brut d'exploitation, « a été plus élevé au troisième trimestre 2020 principalement en raison de l'effet positif de la hausse des prix du LME (cours du nickel) qui a conduit à des marges plus favorables associées aux stocks actuels par rapport au dernier trimestre, et à une production plus élevée sur le site ». L'EBITDA de VNC est de -22 millions de dollars US, contre -48 au trimestre précédent. Le cash cost ou coût de production est beaucoup plus favorable à 13,32 dollars US la tonne, contre 19,739 au deuxième trimestre, et 20,331 un an auparavant. Vale NC se concentre sur la production de NHC.

## POURQUOI... PARTICIPER À LA MARCHÉ ?

**Giovanni Dounehote,** habitant de Voh

« Je suis un simple militant du Palika et entrepreneur. Je suis à Nouméa dans la marche, nous sommes descendus de Voh spécialement pour ça, parce que c'est la suite du combat des vieux. Il y a eu l'usine du Nord, puis le référendum... L'usine du Sud fait partie de notre lutte. Nous sommes donc là pour donner un coup de main aux gens du Sud. Aujourd'hui, tout s'enchaîne. Les vieux ont préparé le terrain pour nous. A nous maintenant de nous battre pour acquérir ces savoir-faire et pour que l'usine revienne au pays ».



**Léa Phadom,** Adhérente USTKE

« Nous sommes là avec l'USTKE qui soutient les coutumiers du Sud dans le projet de rachat de la société Vale NC. On reconnaît bien des revendications par exemple sur le refus de l'exportation de minerai. On répond à l'appel de notre syndicat pour soutenir le combat de l'Ican (l'Instance coutumière autochtone de négociation). Je suis employée Vale NC et nous sommes en grève générale. Nous militons pour une usine « pays », pour continuer à exploiter la ressource, mais pour augmenter les retombées économiques dans le pays ».



**Guy Fohringer,** membre de Action Biosphère

« Le nickel était et est exploité en Nouvelle-Calédonie, et on n'en voit pas la richesse. J'ai vécu à Thio. Regardez maintenant l'état du village après plus de 100 ans d'exploitation, c'est scandaleux. La richesse est partie ! Le nickel ne fait pas l'objet d'une politique concertée au niveau « pays ». En outre, il faudrait enfin que le pays tire profit de sa ressource, de sa richesse, qui est le nickel. D'où le soutien à la mobilisation pour qu'il y ait enfin une politique minière « pays ». Il faut penser à l'après-nickel. Il faut réparer les dégâts du passé et instaurer un fonds pour les générations futures ».



### Réaction

Le Medef a réagi après les propos de Victor Tutugoro à l'encontre du président de Vale NC, Antonin Beurrier, « en apportant tout son soutien à un de ses adhérents. Le Medef-NC ne peut tolérer des attaques personnelles et rappelle qu'il est inacceptable de tenir de tels discours, notamment lorsqu'il s'agit de décisions émanant d'un groupe et en particulier d'un dirigeant d'entreprise qui milite pour l'actionnariat salarié et pour une offre de reprise qui permette d'envisager un avenir pérenne d'un outil essentiel du pays ».



## Lecornu a-t-il relancé le

Le temps des affrontements électoraux est terminé, du moins pour quelques mois. Dix responsables politiques, indépendantistes et non indépendantistes emmenés par Sébastien Lecornu à l'îlot Leprédour se sont mis d'accord pour dialoguer afin de préparer le jour d'après. Certains d'entre eux nous ont livré leurs premières impressions.



Dix leaders de camps opposés embarqués sur le même bateau vers l'îlot Leprédour au large de Boulouparis.

Phot: R.O.o

Par **Philippe Frédière**

Ils sont dix à s'être embarqués jeudi dans la même galère en compagnie du ministre des Outre-mer pour débattre toute une longue journée des futurs possibles de la Nouvelle-Calédonie. Cinq indépendantistes, cinq loyalistes, et quelques conseillers pour discuter dans l'univers isolé de l'îlot Leprédour.

Et de l'avis de ceux qui ont bien voulu s'exprimer, la séquence a été constructive, le dialogue est renoué, y compris entre des personnes qui ne s'adressaient plus la parole depuis des années. Cette pacification des relations entre les camps antagonistes va-t-elle durer ? L'avenir le dira. Sébastien Lecornu, ministre des Outre-mer, s'est en tout cas fixé pour objectif de pousser au maximum le dialogue jusqu'au 4 avril 2021, moment auquel interviendra pour un tiers des élus du Congrès, la possibilité de demander la tenue d'un

troisième référendum. Pendant cette période qui ne sera pas préélectorale, l'ambition du ministre est de trouver suffisamment de points de convergence « Le ministre a été clair, sincère et déterminé entre les uns et les autres pour que la troisième consultation ne soit ni aussi binaire, ni aussi clivante, que les deux premières », note un participant.

« Nous avons besoin d'un Rocard du XIX<sup>e</sup> siècle. »

### ■ Frogier adhère

En tout cas, Pierre Frogier a apprécié la démarche. Le sénateur du Rassemblement-LR, signataire de l'accord de Nouméa, se félicite de voir l'Etat « redevenir enfin un partenaire actif. Je suis convaincu que cette journée a été fructueuse et sera profitable pour la Nouvelle-Calédonie dans les années qui viennent. Je demande depuis trop longtemps le retour de l'Etat à la place qui est la sienne dans ce processus qui a dé-

buté il y a 30 ans. Nous avons enfin un ministre qui joue son rôle. L'avenir de cette terre doit se préparer à trois. Nous avons hier rendu hommage à Jean-Marie Tjibaou et à Jacques Lafleur. Mais au-dessus d'eux, en 1988, il y avait Michel Rocard sans qui rien n'aurait été possible. Et en 1998, il y a eu Lionel Jospin. Nous avons à présent besoin d'un Rocard du XXI<sup>e</sup> siècle. Je suis tenu de ne pas entrer dans les détails de nos conversations, mais je peux dire ma conviction que jeudi, nous nous sommes donnés les moyens d'éviter d'éviter de nouveaux affrontements, alors que c'était à craindre le 4 octobre. »

### ■ Backès satisfaite

Ressenti assez proche de celui de Sonia Backès, présidente de la province Sud, « le ministre a mis en place un calendrier. A nous de le tenir. Tout le monde s'est parlé correctement. Les personnes qui ne m'adressaient plus la parole depuis quelques années ont de nouveau échangé avec moi. Cette journée a été constructive et fructueuse et elle est prometteuse pour l'avenir. »

### ■ Goa réceptif

Approche positive également de Daniel Goa, président de l'UC. « C'est un jeune ministre ambitieux. Le dossier calédonien a été repris par le président Macron, et il tient à ce que nous menions un dialogue pendant les six prochains mois. Concrètement, nous avons six mois pour travailler et dire aux Calédoniens les conséquences du oui et du non. Chacun devant exposer sa vision de ce que serait l'option voulue par le camp adverse. Ça me paraît une approche responsable car les Calédoniens ont besoin de savoir où l'on va, dans une hypothèse comme dans l'autre. L'inauguration de la future statue de Tjibaou et Lafleur nous a aussi rappelé qu'il fallait sortir de nos combats quotidiens pour travailler sur l'avenir. »

### ■ Gomès nuancé

Posture plus nuancée du député Philippe Gomès. Côté positif ? « Nous venons de passer deux années sans dialoguer entre les deux camps, il y a

eu surenchère de radicalité pendant la campagne référendaire. Il semble que l'on en sorte. Est-ce que ça nous ouvre une autoroute ? Sûrement pas. Il va falloir mener des dialogues, faire des concessions, des compromis de part et d'autre. Le fait d'avoir brandi les drapeaux tricolores ne nous a pas aidés à faire progresser la cause du « non » ça nous a handicapés et ça a radicalisé les indépendantistes. »

### ■ Wamytan optimiste

« Nous étions tous conscients autour de la table qu'il nous fallait préparer notre pays à une échéance capitale. Nous devons préparer le jour d'après. Je le ressens d'autant plus que je suis signataire de l'accord de Nouméa. Le temps de la campagne est passé et le moment est venu de se remettre à échanger et à préparer un avenir commun. Le ministre a su déclencher une synergie qui s'est concrétisée par l'acceptation générale à relancer le dialogue. La population attend ça de ses responsables. »



LNC

# L'année du « coup d'accélérateur » dans le développement du numérique

**ÉCONOMIE.** Pour les professionnels présents sur le salon Diginova, qui s'achève ce matin à l'Université, l'année 2020 est marquée, notamment du fait de la crise sanitaire, par un boom du numérique au travail.

La fin d'année semble le confirmer : 2020 est un tournant en matière de développement du numérique dans le monde du travail, estiment les entreprises interrogées sur le salon Diginova, hier, à l'Université. « La pandémie a fait prendre conscience à beaucoup de sociétés que le digital peut les aider à surmonter les crises », estime Mathieu Lesage, gérant de la société E-Formation.

Par le travail à distance, la numérisation, le Cloud... « La réflexion des entreprises a connu un coup d'accélérateur pendant cette période. »

« Longtemps, beaucoup d'entreprises ont considéré l'informatique comme un coût, comme des problèmes », assure Emilien Le Corre, responsable infogérance chez Atom Solutions (groupe Office Plus). Obsolète, la distinction entre « grands groupes » connectés et petites entreprises peu concernées. « Maintenant, tout le monde voit le retour sur investissement. » À son sens, l'année 2021 s'annonce « très prometteuse » pour les affaires,

et notamment pour les logiciels *via internet* (« Saas »), les professionnels de la protection des données (RGPD), et bien sûr le e-commerce. Près de 300 sociétés sont désormais équipées pour recevoir des paiements en ligne, indique la Calédonienne de services bancaires (CSB). « On a constaté un développement impressionnant cette année, à mesure que les entreprises ont compris l'intérêt économique », souligne Charlotte Vergès, directrice clientèle et innovation. Elle désigne « le vaste déploiement des infrastructures télécoms », fibre optique et internet mobile, comme autre raison principale du développement du numérique.

## « IL RESTE DE LA PLACE POUR DES PROGRÈS »

Xavier Bahuon (Action cyber) constate également une « prise de conscience » en matière de cybersécurité. « Les entreprises calédoniennes ont compris que si l'on veut aller de l'avant dans le numérique, il faut déjà disposer d'une base solide en matière de sécurité », assure celui qui



Cinq tables rondes ont été organisées hier, à l'Université, dans le cadre de Diginova.

Photos Thierry Perron

voit également, ces dernières semaines, l'effet du virus Emotet, qui aurait fait « plus de 3 000 victimes » en Calédonie, dont 2 000 entreprises et 1 000 particuliers, en un petit mois, signe qu'il reste encore du travail.

« On parlait de très loin dans beaucoup d'entreprises », concède Emilien Le Corre, « donc il reste évidemment de la place pour des progrès ». « Il y a encore beaucoup à faire, et il y a aura toujours à faire. C'est le propre du digital,

qui est en perpétuelle évolution », résume Matthieu Lesage.

Gilles Caprais

## Savoir+

Ce matin, de 9 à 11 heures, Diginova s'achèvera par une présentation de l'association French Tech, un exposé des étudiants entrepreneurs du pôle Pépite et enfin « Pitch my startup », une animation proposée par Adecal Pôle innovation. La version virtuelle du salon [via www.2020.diginova.nc](http://www.2020.diginova.nc) permet de le suivre à distance.



Un atelier, conduit par AdDo, était dédié à l'entretien et à la sécurisation du parc informatique.



La cybersécurité a été au cœur de plusieurs tables rondes et ateliers, notamment avec la société Action Cyber.



Christopher Gygès et Vaimu'a Muliava, respectivement en charge de l'économie numérique et de la transformation numérique au gouvernement, ont animé le Grand débat du numérique, hier soir à la gare maritime. Une soirée d'échanges sur laquelle nous reviendrons en détails prochainement.



# Pour la première fois depuis quarante ans, il y a moins d'arrivées que de départs

**DÉMOGRAPHIE.** L'Insee présentait hier ses premières analyses du recensement de 2019. Parmi les points saillants, un solde migratoire négatif et une population qui continue de vieillir.

L'Institut de la statistique et des études économiques (Isee) présentait hier les principales analyses des chiffres du recensement de 2019. Il en ressort notamment un solde migratoire négatif pour la première fois depuis quarante ans, que la part des Kanak dans la population progresse, ce qui n'était plus le cas depuis 1989. Enfin, le nombre de Calédoniens titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur est en hausse, mais avec des inégalités en fonction des communautés qui persistent.

## Plus de départs que d'arrivées

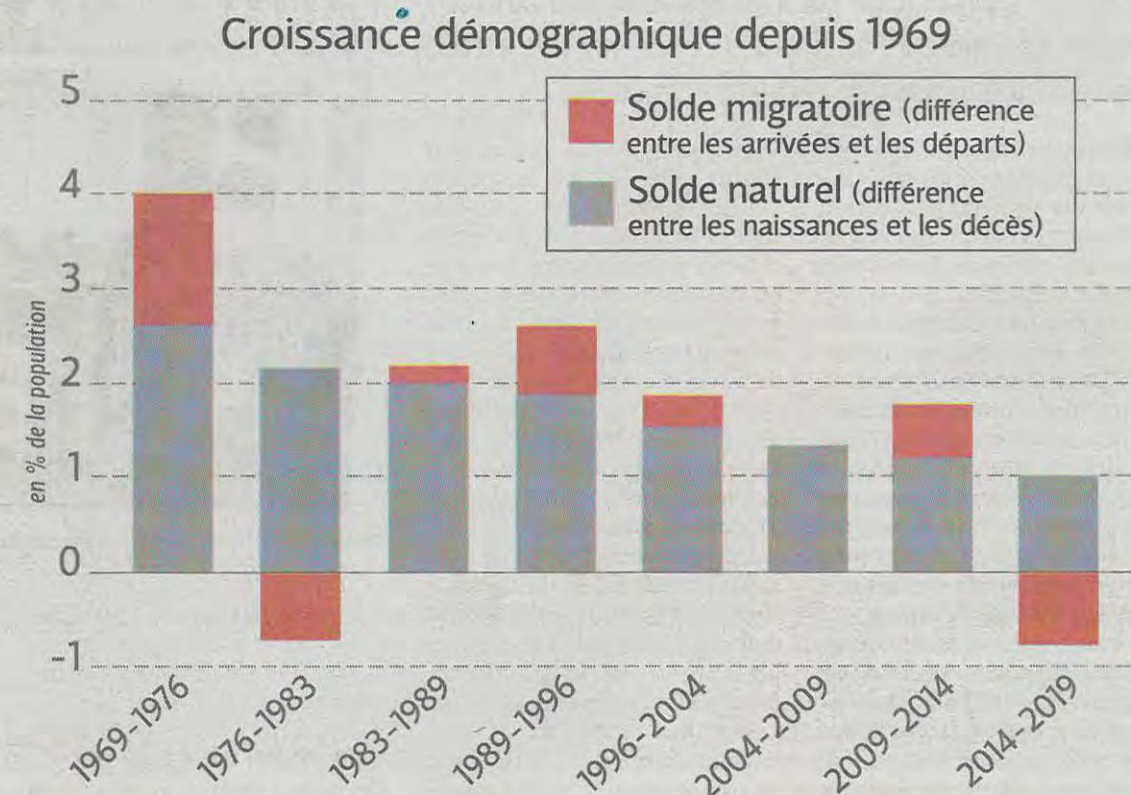
La population du pays (271 407 habitants en septembre 2019) continue d'augmenter mais un sensible coup de frein est remarqué par l'Isee. Entre 2014 et 2019, la Calédonie a gagné 2 600 personnes. C'est la plus faible augmentation enregistrée depuis cinquante ans. Si le solde naturel, c'est-à-dire la différence entre le nombre de décès et le nombre de naissances, est toujours positif, il est cependant nettement ralenti avec 13 000 personnes de plus, contre 15 000 sur la période 2009-2014. Le taux de fécondité d'1,9 enfant par femme est comparable à celui de la Métropole mais bien plus faible que dans le reste de la Mélanésie.

Mais ce qui explique le ralentissement de la croissance démographique, c'est avant tout le solde migratoire apparent, qui correspond à la différence entre

les personnes qui viennent s'installer sur la Caillou et celles qui s'en vont. Pour la première fois depuis les années 1980, ce solde est négatif. Entre 2014 et 2019, 17 300 personnes se sont installées en Calédonie, pendant que 27 600 personnes la quittaient. En clair, un habitant sur dix a quitté le pays. Essentiellement des non-natifs (environ 75 %) et des natifs partis étudier à l'étranger. Autre conséquence, la proportion de natifs est revenue au niveau d'avant les Accords de Matignon : 78 % des habitants sont nés sur la Caillou.

## Une population qui vieillit

L'âge moyen de la population s'établit à 35 ans contre 33 ans en 2014. Un vieillissement que l'Isee explique en partie par la migration des jeunes qui partent faire leurs études ou rechercher un emploi. La part des plus de 60 ans s'élève à 15 % et celle des moins de 20 ans à 30 %. Les Océaniens sont les populations les plus jeunes. L'âge moyen des Kanak est de 32,1 ans, 33,2 ans pour les Wallisiens et Futuniens et 41 ans pour les Européens. L'espérance de vie en hausse peut également expliquer ce phénomène de vieillissement. En trente ans, elle a progressé de neuf ans et un Calédonien peut espérer aujourd'hui vivre jusqu'à l'âge de 77,8 ans (75,3 ans pour les hommes et 80,4 ans pour les femmes). Un chiffre nettement supérieur à celui des pays voisins mais encore en deçà de la Métropole (82,8 ans). Enfin,



Sources : Insee-Isee, recensements de la population

Infographie : Patricia Crezen

alors que ça n'était plus le cas depuis plus d'un demi-siècle, les Calédoniennes sont aussi nombreuses que les Calédoniens.

## Le poids des provinces est stable

Si le poids démographique des provinces ne varie pas par rapport à 2014 (75 % de la population vit dans le Sud, 14 % dans le Nord et 8 % sur les Îles) et que l'émigration des Loyauté vers la Grande Terre se poursuit, le Nord marque le pas avec une réduction de 1 % (600 personnes en moins environ). L'Isee y voit une « décrue » après l'afflux record enregistré entre 2009 et 2014, et qui correspond à

la fin des grands chantiers miniers liés à l'essor de l'usine du Nord. Le Sud reste la seule province où la population croît même si cette hausse se tasse par rapport à 2014, certaines communes enregistrant même une baisse de leur population.

En revanche, le Grand Nouméa sans surprise enregistre les plus fortes hausses puisque deux tiers des Calédoniens y vivent. En cinq ans, Dumbéa et Païta ont chacune gagné 4 000 habitants et leur population a doublé en quinze ans. Quant à Nouméa, elle perd 5 600 habitants, principalement dans les quartiers nord. Le prix du foncier sur la capitale et l'installation du Médipôle à Dumbéa sont avancés

comme les explications les plus évidentes.

## Inégalités devant les études supérieures

En 2019, 32 % des 25-64 ans n'ont pas de diplôme (58 % en 1989) et 25 % sont diplômés de l'enseignement supérieur. Si la part des Kanak représente 41,2 % de la population contre 39 % en 2014, ils ne sont que 8 % à être titulaires d'un diplôme équivalent à bac+2 contre 54 % des Européens. En d'autres termes, le niveau d'études continue d'augmenter mais les écarts entre Kanak et non-Kanak ne se comblent pas.

Julien Mazzoni

## La SLN retrouve une tendance favorable

**NICKEL.** Doniambo retrouve un peu de couleur. Et le rebond de l'acier en Chine n'y est pas étranger.

La production minière de la SLN a augmenté de + 20 % à 1,6 million de tonnes humides au troisième trimestre, selon le rapport du groupe Eramet tout juste publié. Les exportations de minerai de nickel à faible teneur ont atteint 0,6 million de tonnes humides sur la période, en hausse de + 6 % par rapport au troisième trimestre 2019. Au total, ajoute la maison-mère tricolore, les volumes de minerai exportés s'élèvent à 1,7 million de tonnes humides en cumul sur les neuf derniers mois. Soit + 61 % par rapport à la même tranche l'an passé. La production

de ferronickel, elle, est en hausse de + 15 % à 13 000 tonnes, ou de + 5 % à 37 000 tonnes en cumul depuis le début de l'année.

### « FRAGILE »

Du côté de la comptabilité, le chiffre d'affaires de la SLN est en très légère hausse (+ 1 %) à 194 millions d'euros, ou plus de 23 milliards de francs, au troisième trimestre. La croissance des exports de minerai de nickel, tirée notamment par une forte augmentation des prix, conduit à une nette amélioration du cash cost, ou coût de production, qui ressort à 5,24 dollars US la livre de métal en moyenne au troisième trimestre 2020, contre 5,76 dollars un an au-

paravant. Selon Eramet, le cash cost devrait continuer à baisser en fin d'année grâce, entre autres, à l'augmentation significative du prix du minerai.

« En Nouvelle-Calédonie, le développement des exportations de minerai de nickel a pris une nouvelle dimension, avec une hausse de près de 60 % », observe Christel Bories, PDG d'Eramet. « La SLN reste cependant fragile et la réussite de son plan de sauvetage est plus que jamais cruciale : nous comptons sur la mobilisation de toutes les parties prenantes ».

L'atteinte de l'ensemble des objectifs du plan de sauvetage reste une condition nécessaire à la pérennité de la SLN, en particulier l'obtention du

gouvernement de la Nouvelle-Calédonie de l'autorisation d'exporter 2 millions de tonnes humides supplémentaires de minerai à faible teneur - passant de 4 à 6 millions de tonnes humides d'exports par an -, insiste Eramet. Des perspectives de court terme sont mentionnées dans le rapport. Le groupe confirme l'ambition des 2,5 millions de tonnes humides à exporter. De plus, la production de ferronickel de l'usine de Doniambo devrait s'établir à près de 50 000 tonnes en 2020.

La société SLN avait subi une nouvelle perte au terme de 2019 : -9,6 milliards de francs. Le huitième exercice déficitaire d'affilée.

Y.M

## Montée en flèche de Weda Bay

PT Weda Bay Nickel, la joint-venture indonésienne entre Eramet, News-Technology (contrôlée par le groupe chinois Tsingshan) et la compagnie minière PT Antam, a réalisé la première coulée de ferro-alliage de nickel du premier four de son usine, le 30 avril dernier. La maison-mère tricolore de la SLN observe un ramp-up, ou montée en puissance, très rapide de la production à Weda Bay avec 13 000 tonnes de nickel depuis le démarrage en mai.



## Hommage

Généralions NC salue l'initiative de Sonia Lagarde, qui, entourée par Isabelle Lafleur, Marie-Claude Tjibaou et le ministre des Outre-mer, a inauguré la future place de la Paix, où sera érigée la statue commémorant la poignée de main entre Jacques Lafleur et Jean-Marie Tjibaou (Lire en page 4).

## Confinés

Le coup de l'îlot Leprédour a un avantage. Personne ne peut partir en claquant la porte. Petite séquence de reconfinement...

VENDREDI 30 OCTOBRE 2020

3

LNC

# dans deux blocs >>



Les participants à cette table ronde, cinq indépendantistes et cinq non indépendantistes embarqués dans le même bateau.

Photo DR

## Table ronde à huis clos à l'îlot Leprédour

Par  
Philippe Frédière

Le ministre des Outre-mer a donc embarqué dix responsables politiques à bord d'un hélicoptère Puma de l'armée à l'îlot Leprédour pour une séquence de dialogue dans le huis clos de ce bout de lagon appartenant au haut-commissariat, où est installée une ré-

sidence. Les participants à cette table ronde sont : Paul Néaoutyine, Victor Tutugoro, Daniel Goa, Roch Wamytan, Jacques Lallié, Philippe Gomès, Philippe Dunoyer, Pierre Frogier, Thierry Santa et Sonia Backès.

« *Chaque camp doit réfléchir à l'option de l'adversaire* »

Cinq indépendantistes et cinq loyalistes en somme, parmi lesquels trois parlementaires, les trois présidents de province, le président du Congrès et celui du gouvernement. L'hélicoptère s'est posé à Bouraké et tout le monde est monté à bord d'une vedette de la

Société nationale de sauvetage en mer pour se rendre jusqu'à l'îlot, accompagné par Pascal Vittori, le maire de Boulouparis.

Jusqu'à présent, le ministre des Outre-mer s'en était tenu à des rencontres d'abord virtuelles pendant son confinement, puis en vis-à-vis et en bilatéral depuis vendredi dernier.

Rencontres politiques, rencontres coutumières, rencontres avec les jeunes, déplacements dans les trois provinces, rencontres avec le comité des Sages dont il a élargi la mission, rencontres avec les autorités religieuses, les acteurs économiques...

Mais son objectif de fin de parcours était bien de réunir autour d'une même table des représentants des principales forces de Nouvelle-Calédonie.





## « On n'est déjà plus

Cinq indépendantistes et cinq loyalistes : Paul Néaoutyine, Victor Tutugoro, Daniel Goa, Roch Wamytan, Jacques Lallié, Philippe Gomès, Philippe Dunoyer, Pierre Frogier, Thierry Santa et Sonia Backès se sont retirés à l'îlot Leprédour avec Sébastien Lecornu pour entamer un cycle de discussions avec le ministre.

Propos recueillis par  
**Olivier Poisson**  
et **Philippe Frédière**

**Les Nouvelles calédoniennes : La journée a commencé par un moment fort avec l'inauguration de la place de la Paix. Quel en est la portée ?**

Il faut rendre hommage à ces trois femmes. Sonia Lagarde qui, en tant que maire a proposé de rebaptiser ce lieu à Nouméa et, évidemment, Isabelle Lafleur et Marie-Claude Tjibaou. Ce sont elles qui ont permis que cette cérémonie ait lieu. Ce symbole va se matérialiser par une statue qui va sortir de terre dans les prochains mois. On ne peut pas avancer si on fait l'impasse sur l'histoire contemporaine de la Nouvelle-Calédonie, et notamment sur les événements des années 80. Il y a une histoire ancienne, la colonisation. Et ensuite un processus de décolonisation qui se poursuit aujourd'hui. Avec ce monument, nous honorons celles et ceux qui se sont accordés pour traiter cette question politique avec un principe : la paix. Cette poignée de main était celle de deux personnalités qui défendaient des convictions, qui ne les reniaient pas. Mais qui étaient tout autant capables d'un dépassement pour trouver une solution dans l'intérêt de la Nouvelle-Calédonie et des Calédoniens.

**Vous êtes ensuite parti vers l'îlot Leprédour avec dix personnalités politiques. Que s'est-il passé ?**

Ce qui s'est passé s'est largement inspiré de la cérémonie de ce matin. J'assume totalement de rompre avec les habitudes. Je n'ai pas conçu mon déplacement de manière banale, je n'ai pas vu que des politiques. Il y a eu beaucoup de séquences. A un moment donné, je me suis dit que j'arrivais à avoir des échanges très constructifs, très francs, avec un certain nombre d'interlocuteurs en tête à tête : il fallait bien que l'on trouve un format pour tout se dire et réamorcer un dialogue. Leprédour, c'est un peu une retraite. Il faut savoir se retirer pour pouvoir dire des choses en confiance. Bien souvent, les acteurs calédoniens se retirent à Paris pour le faire. Comme on ne



**Le ministre des Outre-mer, Sébastien Lecornu, a fait le point pour les Nouvelles sur cette discussion multilatérale, hier soir dans un salon du haut-commissariat.**

Photo Thierry Perron

pouvait pas aller à Paris en raison des contraintes sanitaires, nous avons décidé de nous réunir dans cette petite maison du haut-commissariat où l'on pouvait complètement s'abandonner à la discussion.

« **Quoi qu'il arrive, il y aura un nouvel accord.** »

**Pourquoi avoir choisi ces personnalités ?**

J'ai assumé de mettre dix personnes autour de la table, cinq non-indépendantistes et cinq indépendantistes. Ces personnalités, que je connais depuis longtemps pour certaines, d'autres de manière beaucoup plus récente, m'ont personnellement témoigné beaucoup de confiance - ce qui ne veut pas dire qu'elles sont tendres avec moi ! Mais je sais aussi qu'elles me diront la vérité : pourquoi elles sont d'accord ou ne sont pas d'accord. Enfin, je sais que lorsque l'on aura trouvé une entente sur un thème ou une difficulté, elles sauront relayer auprès de leurs électeurs la décision établie sur ce cheminement collectif. Ce dernier point est fondamental.

**Certaines personnalités, à**

**l'image de Paul Néaoutyine et Sonia Backès, ne se parlaient pas jusqu'ici. Comment les faire discuter ensemble ?**

Ce sont les trois acteurs historiques du processus politique qui se sont retrouvés aujourd'hui : l'Etat, les partisans du oui et ceux du non. Les échanges ont été longs. Certaines de ces personnes n'avaient pas échangé depuis longtemps. Nous avons créé les conditions pour renouer ce dialogue. Je ne trahirai pas la confidentialité des propos que nous avons eus ensemble, c'est ce qui amène justement la confiance. Ensemble, nous avons défini une méthode - qui va au-delà d'une simple comitologie - qui permet à chacun de travailler. Avant de proposer des solutions à la population, il faut déjà que ces échanges puissent se faire sans méfiance. Nous avons réussi cette première étape.

**Est-on vraiment sorti des postures ?**

Il n'y en a eu à aucun moment de notre journée. Je suis très fier de l'attitude des dix personnes qui étaient présentes autour de la table. Tout le monde a été à la hauteur de l'échange. Tous ont aussi fait preuve d'une grande humilité et ont montré qu'ils avaient conscience qu'il s'agissait d'un moment important

pour la Nouvelle-Calédonie, tout en ne reniant pas leurs convictions.

**Maintenant que ces personnalités se sont retrouvées autour de la table, que va-t-il se passer ?**

Nous devons nous accorder sur plusieurs choses. C'est fait pour la méthode. Nous devons maintenant lever les ambiguïtés de fond. Il faut répondre à plusieurs questions. Qu'est-ce qu'être Français en 2020 ? Qu'est-ce qu'être indépendant en 2020 ? Qu'est-ce que la souveraineté ? Quelle est la relation avec la France ? Tout le monde est intéressé par ces questions essentielles. Ces échanges doivent maintenant se poursuivre, certainement d'une manière différente, avec la visioconférence par exemple. Une chose est certaine : cela ne va pas s'arrêter ce soir. Nous avons une période de six mois au cours desquels il n'y pas de campagne référendaire et pas d'autre campagne électorale. Ce sont six mois que l'on n'a pas envie de perdre et que nous voulons passer à travailler sur toutes ces questions.

**Espérez-vous amener les uns et les autres à sortir de la question binaire des deux premiers référendums ?**

Nous sommes à un moment du dossier où l'on doit s'accorder sur le sens des questions qui sont posées. Le résultat des urnes doit être acceptable par tous les Calédoniens. Cela, tout le monde l'a intégré. Ce qui veut dire qu'il faut discuter dès maintenant. D'autant qu'au sein de chaque camp, il y a des nuances énormes. On n'est déjà plus dans deux blocs qui s'affronteraient. Chacun doit parler à l'autre et débattre dans le respect, même si chacun a ses origines, sa culture. Ce qui sort de la bouche, c'est ce qui déborde du cœur. Il n'est pas besoin de dire des choses qui blessent, ça n'apporte rien à la force du propos quand on a des convictions et qu'on veut les faire partager.

**Et les gens veulent être éclairés.**

Absolument : les Calédoniens veulent savoir ce qui les attend, ce qui va se passer. Le processus en cours est un entonnoir. D'abord trois référendums, puis deux, et maintenant plus qu'un. On en est là. Pour ceux qui croient légitimement à l'indépen-

dance comme pour ceux qui veulent tout aussi légitimement rester Français, cela amène forcément à se demander ce qu'est être indépendant et ce qu'est être Français. Il n'y aura pas de statu quo. Quoi qu'il arrive, il y aura un nouvel accord : ce sera un accord de transition en cas d'indépendance. Ou bien un accord différent en cas de maintien dans la France. Et puis il faudra aussi s'accorder sur des dossiers économiques.

**Précisément, vous avez eu des rencontres avec les acteurs économiques et plus généralement la société civile.**

Bien sûr ! les Calédoniens s'interrogent sur les conséquences du oui et du non. La monnaie ? La place des communes ? La jeunesse et son avenir ? C'est elle qui pousse sur les questions environnementales ! La société civile a des choses à dire et se pose des questions. Le monde culturel aussi. Il faut donc qu'ils prennent leur place dans ce dossier. Ceux qui ne sont pas inscrits sur la liste ont eux aussi des choses à dire...

**Ne craignez-vous pas que toutes ces vérités conduisent à de nouvelles confrontations ?**

C'est le mensonge qui amène les confrontations. C'est la tromperie, c'est l'injustice qui amène les confrontations. La facilité, ce serait d'infantiliser les gens. Mais les dix personnes qui ont passé la journée avec moi ne feront pas ça. J'en ai la certitude. Personne n'a envie de l'appauvrissement du pays, personne n'a envie du bazar.

**Un mot sur l'attentat qui vient à nouveau de frapper la ville de Nice ?**

C'est terrible. Notre émotion est énorme. Il faut avoir conscience que l'Hexagone est plongé dans un moment très difficile. Il y a la crise sanitaire, les mesures de restriction de libertés qui sont nécessaires et indispensables, mais elles ont un impact psychologique. Et puis il y a ces actes de terrorisme absolument effroyables et qui touchent nos cœurs. J'en appelle à la solidarité et aux bonnes ondes que les Calédoniens peuvent envoyer à leurs compatriotes de l'Hexagone.



<< à l'attractivité de la Nouvelle-Calédonie. Et, qu'est-ce qui rend un territoire attractif pour des investisseurs ? C'est un régime social favorable, un dialogue social apaisé, un environnement économique et institutionnel stable. Dans nos propositions, on insiste aussi sur la fiscalité du travail en Nouvelle-Calédonie où le coût du travail est très élevé. On prône une réduction des cotisations sociales qui permettrait à l'entreprise d'être plus compétitive et redonner du pouvoir d'achat aux salariés. Il faut aussi mener une véritable réflexion sur la compétence des ressources qui arrivent sur le marché. Les exemples ne manquent pas entre l'inéquation de l'offre et de la demande. Les formations professionnelles sont-elles adaptées aux besoins du Territoire ? On s'interroge sur les dispositifs et les financements associés. Il y a certainement une réforme à mener.

**Longtemps considéré comme un moteur de l'économie, le secteur du nickel connaît de grosses turbulences... Quelle est la position du Medef sur ce dossier ?**

Nous sommes convaincus qu'il faut revoir le modèle calédonien pour diversifier notre industrie et notre économie. On ne pourra pas continuer éternellement à considérer le nickel comme étant la principale et l'unique industrie du pays, même s'il restera un secteur de référence. Ce secteur a enregistré et accumulé des pertes chiffrées à plusieurs dizaines de milliards ces dernières années. Il a été fragilisé. Il faut qu'il y ait une gestion raisonnée et raisonnable de la ressource qui prenne en compte la situation financière et économique de chacune de nos usines. Il ne faudrait pas que des positions dogmatiques compliquent un peu plus la situation d'un secteur déjà lourdement impacté. L'enjeu est de maintenir les emplois de la mine et la métallurgie qui représentent près d'un emploi sur cinq.

**Dans votre feuille de route, vous insistez notamment sur deux volets, le numérique et la responsabilité sociétale et environnementale (RSE). Pourquoi ?**

Le numérique est un secteur d'avenir, vecteur de performance, de compétitivité, de gain de productivité, générateur de ressources, d'emplois et d'innovation. Dans le cadre de la simplification administrative par exemple, la

Fédération des entreprises  
**MEDEF NC**



## « LES ÉCHÉANCES BANCAIRES, FISCALES, SOCIALES (...) ONT ÉTÉ REPORTÉES, PAS ANNULÉES. »

digitalisation est un axe de performance qui permet aux entreprises de gagner en temps et en efficacité, donc en productivité. La responsabilité sociétale et environnementale, à laquelle j'ajoute citoyenne, est également un sujet que nous souhaitons mettre en avant sans qu'il soit perçu comme un effet de mode. Aujourd'hui, nous considérons que beaucoup d'entreprises ont déjà intégré la gestion des déchets, la consommation d'énergie, le bien-être au travail, source de gains de productivité favorisant la compétitivité des entreprises, dans leur mode de fonctionnement.

**Vous mettez également l'accent sur la relation du Medef à ses adhérents...**

Durant la campagne, nous avons

constaté que nos adhérents nous considèrent trop loin d'eux. Pour les représenter, défendre leurs intérêts, nous devons maîtriser leurs problématiques au quotidien. Cependant, pour mieux agir, cette proximité doit être réciproque. Nous avons lancé plusieurs groupes de propositions sur la fiscalité, la simplification de la TGC, le RSE (...) qui sont déjà très actifs. De plus, nous venons d'achever une première tournée dans les Îles et dans le Nord afin de nous faire connaître et casser cette étiquette qui nous colle à la peau, à savoir que le Medef est l'organisation patronale des grandes entreprises de Nouméa. Une bonne partie de nos adhérents sont de petites entreprises, dont 60 % ont moins de 20 salariés.